

Quo vadis, Lula ? Problèmes du front unique et du front démocratique pour virer Bolsonaro

mercredi 27 octobre 2021, par [LEITE José Correa](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2021).

Les manifestations bolsonaristes du 7 septembre ont posé de manière concrète comme un processus en cours le coup d'État contre les institutions établies de l'État brésilien et les élections de 2022. Cela a été immédiatement remarqué par l'opposition libérale, qui avait jusqu'alors refusé de se saisir de l'impeachment et qui s'oriente désormais dans cette direction. Les premières réactions de la gauche reflètent les impasses stratégiques que nous devons discuter et surmonter, notamment le positionnement de l'ancien président Lula sur l'impeachment et l'unité de la gauche avec la droite anti-Bolsonaro pour l'obtenir. Si ces deux nœuds gordiens ne sont pas tranchés, la campagne Fora Bolsonaro (dehors Bolsonaro) ne pourra jamais devenir un large mouvement civique nécessaire à la défense de la faible démocratie brésilienne, comme l'a été le mouvement Direta Já (élections directes maintenant) à l'issue de la lutte contre la dictature militaire en 1984.

1. Le coup d'État en tant que processus. Les manifestations bolsonaristes du 7 septembre à Brasilia, São Paulo et Rio et dans les petites villes agricoles ont montré que l'ex-président a la capacité de mobiliser un secteur militant d'extrême droite, néo-fasciste, minoritaire mais important dans la société brésilienne [1]. Le gouvernement Bolsonaro a encore l'approbation de 24 % de la population, et une partie de celle-ci est prête à se mobiliser pour les drapeaux anti-démocratiques et réactionnaires du président, de ses enfants et de ses soutiens. Il est l'expression d'un mouvement conservateur plus large, enraciné dans les secteurs de l'agrobusiness, dans l'appareil de sécurité, dans le fondamentalisme religieux (surtout les églises néo-pentecôtistes, mais pas seulement) et qui a le soutien majoritaire ou la connivence de la Chambre des députés, contrôlée par le Centrão [2].

2. L'exaspération des élites. La politique des secteurs hégémoniques des classes dirigeantes et des partis libéraux liés au grand capital financier mondialisé a consisté, jusqu'à présent, à laisser la crise saigner Bolsonaro, tout en le soumettant à une pression politique institutionnelle croissante - par certains secteurs de l'entrepreneuriat (le « marché »), le Tribunal suprême fédéral (STF) et le Tribunal suprême électoral (STF), les médias, certaines parties du corps législatif (surtout au Sénat) et la plupart des gouverneurs. Mais la société brésilienne est entrée, en 2020, dans une phase de récession, d'anomie et de mal-gouvernance très défavorable à l'environnement des affaires de la grande bourgeoisie. La crise pandémique, qui approche les 600 000 morts officiels, s'est transformée en une crise multiforme : au-delà de la pandémie, non résolue, stagflation, famine, désespoir et atteinte aux droits des plus pauvres et des plus vulnérables, crise de l'eau et de l'énergie, impact sur le pays de la désorganisation des chaînes de production mondiales... Bolsonaro est incapable de tenir les promesses qu'il a faites à l'ensemble de son électorat et au monde des affaires ; Paulo Guedes [3] est devenu une figure pathétique. La large coalition bourgeoise qui a porté Bolsonaro au pouvoir est défaite et sa popularité s'effrite lentement. Et avec la victoire de Biden, la politique environnementale du bolsonarisme et des militaires, notamment pour l'Amazonie, est devenue un risque majeur pour les méga-exportateurs brésiliens opérant sur les marchés nord-

américain et européen.

3. L'opération de sauvetage d'urgence. Lorsque le processus de tension de Bolsonaro avec le pouvoir judiciaire, les médias et les grandes entreprises a presque atteint un point de non-retour, l'ancien président Michel Temer, figure centrale du coup d'État contre Dilma, est entré en scène le 8 septembre et a orchestré une lettre de recul et d'excuses de Bolsonaro, reconnaissant l'autorité du STF [4]. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un retrait de la stratégie de coup d'État en cours, mais seulement de la prise de conscience que l'opération du 7 septembre était allée au-delà de ce qui était acceptable pour les « marchés », les grands médias et le STF - une opération dont la grève des camionneurs faisait partie, et qui a également dû battre en retraite. Pour l'instant, une confrontation définitive a été évitée, même si elle reste à l'horizon.

4. L'opposition libérale descend dans la rue. Les mouvements de droite libérale Movimento Brasil Livre [5] et Vem para a Rua [6] ont appelé ce 12 septembre à des manifestations pour Fora Bolsonaro dans 18 capitales et à Brasilia - avec des tensions entre eux, Vem para a Rua insistant sur le fait qu'il faut simultanément réfuter Bolsonaro et Lula. Elles ont attiré des secteurs de la droite non-bolsonariste, du centre de l'échiquier politique et même de la gauche, mais elles n'ont rivalisé ni avec les manifestations convoquées par Bolsonaro ni avec celles de la gauche depuis le mois de mai ; numériquement, elles étaient peu nombreuses. Leur pertinence ne réside toutefois pas dans la mobilisation de la rue, mais dans le poids que ces secteurs peuvent offrir sur le terrain institutionnel. Pas moins de six candidats à la présidence ont participé à ces événements : Ciro Gomes [7], João Dória [8], Luiz Henrique Mandetta [9], Simone Tebet [10], Alessandro Vieira [11] et, à Porto Alegre, Eduardo Leite [12]. Cette évolution, ajoutée au poids institutionnel de la gauche, commence à rendre viable la demande de l'impeachment (la destitution du président), qui nécessite 342 voix sur 513 membres de la Chambre fédérale des députés pour être approuvée - la gauche ayant un peu plus d'une centaine de députés.

5. La nécessité d'un large mouvement civique Fora Bolsonaro. Mais la destitution ou la disqualification de Bolsonaro, s'il franchit les limites tracées par le STF (ce qui n'est pas exclu - mais avec les conseils de Temer, il pourrait être plus prudent), ne sera pas réglée sur le seul terrain législatif ni sur le terrain judiciaire. La campagne Fora Bolsonaro doit se transformer en un vaste mouvement civique de défense de la faible démocratie brésilienne, dans les rues et sur tous les terrains de la société, comme l'a été le mouvement Direta Já à la fin de la lutte contre la dictature en 1984 (qui, rappelons-le, a été vaincu, mais a conduit à la transition vers la Nouvelle République avec l'élection indirecte du ticket Tancredo-Sarney et l'accord pour faire adopter l'Assemblée constituante).

Les deux nœuds gordiens de la conjoncture

6. La gauche n'est pas unie dans Fora Bolsonaro. La quasi-totalité du militantisme brésilien de gauche, progressiste et de centre-gauche est convaincue de la nécessité de la destitution de Bolsonaro. Mais il y a un acteur décisif qui ne semble pas partager cette conviction, l'ancien président membre du Parti des travailleurs (PT). Lula semble préférer que Bolsonaro « saigne » jusqu'aux élections d'octobre 2022. Contrairement à une grande partie de la gauche, il montre qu'il ne partage pas l'idée que laisser Bolsonaro opérer dans le gouvernement est un risque énorme pour les élections elles-mêmes. Si telle est vraiment la politique de Lula, cela signifie que l'ensemble du PT en tant que machine politique, avec ses gouverneurs, ses maires et ses milliers de députés et de conseillers municipaux, ne se mettra pas en mouvement, alors que les mouvements du camp du PT, qui ont - de loin - la plus grande structure matérielle et une attractivité dans toute la gauche, n'auront qu'une présence protocolaire dans le processus. Si cette structure ne s'engage pas résolument dans une campagne plus large pour la destitution, cette dernière ne sera pas viable.

Ce probable calcul électoral de Lula n'est pas officiellement assumé par le groupe parlementaire du PT, qui a signé plusieurs des plus de 130 pétitions de destitution présentées au Congrès et restées dans les tiroirs d'Arthur Lira, le président de la Chambre des députés et porte-parole du Centrão. Et il ne s'est pas exprimé, du moins pas avant le 7 septembre, dans l'action décisive des mouvements populaires du camp du PT, qui ont codirigé les mobilisations antigouvernementales de juillet et août. Maintenant, après le 7 septembre et avec l'appel à la rue des mouvements de droite (qui étaient putschistes), Lula et le PT profitent de la méfiance de l'avant-garde de cette droite libérale, pour empêcher la matérialisation d'une unité plus large, d'un véritable front démocratique pour la destitution de Bolsonaro.

7. Quo vadis Lula ? Quo vadis ? signifie « Où vas-tu ? » en latin. Il fait référence à un passage de l'évangile apocryphe « Les actes des saints apôtres Pierre et Paul », dans lequel Pierre, fuyant Rome sur la voie Appienne, rencontre Jésus portant une croix et lui demande : Quo vadis ? Jésus répond : Romam vado iterum crucifigi (« Je vais à Rome pour y être crucifié à nouveau »). Pierre trouve alors le courage de retourner à Rome pour poursuivre son ministère, mais il est crucifié. Ce sont peut-être des doutes comme ceux que Pierre a eus en fuyant Rome qui sont dans l'esprit de Lula. Mais quelles que soient ses questions sur la destitution, cette symbolique centrale pour la société brésilienne n'avancera pas s'il ne l'assume pas. Et cela devra lui être facturé. Permettra-t-il que les élections du 2 octobre 2022 soient une répétition, cette fois peut-être réussie, de ce que Trump a tenté aux États-Unis le 6 janvier 2021 ? Jouera-t-il un rôle d'homme d'État ou laissera-t-il le Brésil s'effondrer pendant encore 16 mois - en supposant qu'il y aura des élections, que Bolsonaro sera battu et que le vainqueur prendra la relève en janvier 2023 ?

8. Front unique en tant que conflit. La campagne Fora Bolsonaro est structurée autour du Frente Povo Sem Medo (front du peuple sans peur), dirigé par le MTST, du Frente Brasil Popular (front populaire du Brésil), dirigé par les organisations du camp du PT, et de la Coalizão Negra por Direitos (coalition noire pour les droits). Elle représenterait un large front unique de la gauche dans son objectif d'appeler à la mobilisation de la rue pour la destitution de Bolsonaro. Ses polémiques seraient, apparemment, avec des gauchistes qui divisent. En fait, il est fortement structuré - et nationalement, dans un pays fédéral - autour de mouvements organisés et, au cours de la dernière décennie, ces mouvements ont perdu en force, en capacité de rassemblement et en attraction.

Cependant, une campagne visant à peser sur l'état d'âme et la conscience de larges pans de la population pour renverser le président élu en 2018 devrait être fortement décentralisée, attractive et organisée depuis la base (comme ce fut le Campagne contre l'Accord de libre commerce des Amériques en 2001 et 2002). Mais cette hiérarchisation reflète la grande régression de la compréhension de la démocratie de masse par la gauche brésilienne au cours des dernières décennies et il serait naïf de penser que ces orientations deviendront plus démocratiques, plus ouvertes au dialogue et plus transparentes sans une explosion populaire dans le pays.

D'autre part, et voici l'épée capable de trancher le premier nœud gordien, pourquoi n'exige-t-on pas, dans les mouvements et dans les rues, l'engagement effectif de Lula et de la structure plus large du PT dans la lutte pour la destitution ? Rappelons que le concept de front unique a été formulé par la III^e Internationale entre 1921 et 1922, comme une tactique pour contester la direction du mouvement contre les directions conciliantes. Réduire l'idée du front unique à des accords de leadership pour une action unitaire, c'est la vider de 90 % de son sens. Nous devons exiger que la gauche institutionnelle descende dans la rue et place l'unité pour vaincre Bolsonaro au-dessus de toute différence entre Lula et les autres dirigeants et candidats. Il est nécessaire de retirer le PT et les petistes de la position confortable qui consiste à dire qu'ils sont en faveur de la destitution, alors que ce qu'ils font ces derniers temps, c'est surfer électoralement sur l'usure du gouvernement. Il est nécessaire que ceux qui refusent d'aller de l'avant pour élargir le mouvement de destitution paient un prix élevé devant l'avant-garde des travailleurs et du peuple.

9. L'unité d'action avec le centre et la droite libérale. Le deuxième nœud à dénouer est de constituer un front démocratique global capable d'incorporer tous les secteurs qui peuvent s'engager dans des pressions et des mobilisations pour Fora Bolsonaro, sans autre considération que le soutien au vote de destitution. Dans les polarisations politiques de la dernière décennie, l'idée s'est perdue qu'un mouvement civique essentiel pour le pays peut (et doit) mettre sur la même plateforme des forces politiques aux projets très opposés. Le meilleur exemple ici est la campagne Diretas Já pour les élections directes. Un processus unitaire a été mis en marche par une mobilisation initiale de 15 000 personnes à São Paulo sur la place Charles-Miller le 27 novembre 1983, afin que celle d'un million de personnes puisse avoir lieu à Candelaria à Rio de Janeiro le 10 avril 1984 et une autre de 1,5 million à Anhangabaú à São Paulo le 16 avril 1984. Des dizaines de mobilisations, de concerts et de manifestations, petites et grandes, ont été organisées à différentes dates dans les principales villes du pays, créant la sensation d'un processus de boule de neige, impliquant gouverneurs et artistes, dirigeants syndicaux et joueurs de football. Aucun dirigeant politique de l'opposition n'a songé à rester en dehors du processus et personne n'a pu dire qu'il ne monterait pas sur la plateforme avec untel ou untel. Le processus Fora Bolsonaro ne réussira que s'il rassemble depuis Lula jusqu'à Doria, en passant par Ciro Gomes et Kim Kataguiri [13].

10. Le temps et la contagion électorale. Le temps est essentiel pour capitaliser la fenêtre ouverte dans la conjoncture, sous toutes les formes possibles : destitution – dans le meilleur des cas –, annulation de l'élection de 2018, inéligibilité. Si le processus de mobilisation ne prend pas de l'ampleur dans les semaines à venir, afin qu'il culmine encore cette année, il ne décollera tout simplement pas. Les mouvements sont déjà contaminés par les querelles électorales (comme le montrent les actions de Vem para a Rua contre Lula, le 12 septembre) et c'est déjà un problème essentiel pour impliquer le PT et Lula. Mais sans cela, l'élection de 2022 sera une roulette russe de possibilités et d'aventures au bord de l'abîme – pour les forces politiques démocratiques et pour la société brésilienne.

José Correa Leite, politologue et enseignant universitaire, a été animateur du Forum social mondial et militant de la Tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs jusqu'en 2005. Il a rejoint le Parti socialisme et liberté (PSOL) en septembre 2005. Il fait partie de la direction de la tendance Insurgencia (membre de la IV^e Internationale) du PSOL.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Quo-vadis-Lula-Problemes-du-front-unique-et-du-front-democratique-pour-virer>

Notes

[1] Les manifestations du 7 septembre 2021, journée de la fête de l'indépendance, organisées par Jair Bolsonaro, ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dans 160 villes. À São Paulo les bolsonaristes étaient 125 000 (selon la police militaire) et un nombre similaire sur

l'esplanade des ministères à Brasilia.

[2] Regroupement des partis du centre-droite, formé au printemps 2014 à l'initiative d'Eduardo Cunha, alors président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) pour s'opposer à la présidente Dilma Rousseff du Parti des travailleurs (PT), comprenant alors, outre le PMDB, le Parti progressiste (PP), le Parti de la République (PR), le Parti social-chrétien (PSC), le Parti républicain de l'ordre social (PROS), le Parti travailliste brésilien (PTB) et Solidariedade. Après la démission de Cunha, accusé de corruption, le Centrão privé de leader devient un ensemble des partis du centre-droite, sans idéologie marquée mais unis pour obtenir une plus grande influence ou des postes au sein des institutions brésiliennes. Sous Jair Bolsonaro, le Centrão reste incontournable au parlement et négocie son soutien au président contre des postes dans l'administration. Il remporte environ la moitié des municipalités brésiliennes lors des élections municipales de 2020, dont il sort renforcé.

[3] Paulo Guedes, économiste ultralibéral brésilien faisant partie des « Chicago Boys », connu pour son climatoscepticisme, a fait la campagne de Bolsonaro et a été nommé ministre de l'Économie.

[4] Deux jours après sa mobilisation du 7 septembre 2021, Bolsonaro a signé une lettre écrite par l'ex-président Michel Temer dans laquelle il affirme qu'il n'a jamais eu l'intention d'attaquer les pouvoirs en place.

[5] Le Mouvement Brésil Libre (MBL), fondé en 2014 « pour promouvoir des réponses de marché libre aux problèmes du pays » (selon The Economist) a organisé des manifestations pour la destitution de Dilma Rousseff, puis a aidé le gouvernement Temer à promouvoir des contre-réformes, telles que celle de la sécurité sociale. Il a récemment abandonné le bolsonarisme et s'est opposé au gouvernement.

[6] Viens dans la rue (VPR) est un mouvement politico-social qui se déclare non partisan et opposé aux gouvernements autoritaires, fondé en octobre 2014 pour obtenir la destitution de Dilma Rousseff. Il a organisé des manifestations contre la corruption, dont celles du 15 mars 2015 et du 13 mars 2016, considérées comme les plus grandes mobilisations populaires depuis le début de la Nouvelle République. Il s'est récemment opposé au gouvernement Bolsonaro.

[7] Ciro Gomes a été ministre dans les gouvernements d'Itamar Franco (1994-1995) et de Lula (2003-2006) après avoir été gouverneur de l'État de Ceará (1991-1994). Candidat du Parti démocratique travailliste (PDT, centre gauche) à la présidentielle de 2018, il avait recueilli 12,5 % des suffrages exprimés. Tout en annonçant qu'il combattrait Bolsonaro « pour la démocratie et contre le fascisme », il n'a pas été jusqu'à appeler à voter au second tour pour Fernando Haddad, le candidat du PT.

[8] João Dória, homme d'affaires et multimillionnaire, membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-droite), gouverneur de l'État de São Paulo depuis 2019, ancien maire de São Paulo (2017-2018), avait soutenu Bolsonaro à l'élection présidentielle de 2018, avant de rompre avec lui et tenter de séduire les déçus du bolsonarisme. Il aspire à être candidat de son parti pour la présidentielle de 2022.

[9] Henrique Mandetta, médecin, membre du parti Démocrates (DEM, libéral-conservateur), a été ministre de la Santé (2019-2020) de Bolsonaro, auquel il s'est opposé en proposant la distanciation sociale face au Covid et en s'opposant à l'usage de la chloroquine, ce qui lui a valu la perte de son poste.

[10] Simone Tebet, avocate, enseignante et écrivaine, affiliée au Mouvement démocratique brésilien (MDB, anciennement PMDB, social-libéral et conservateur), sénatrice du Mato Grosso do Sul depuis 2015, elle a défendu une proposition de loi visant à suspendre la démarcation des terres indigènes.

[11] Alessandro Vieira, politicien du centre, membre de Cidadania (Citoyenneté, centre). Ancien chef de la police de l'État de Sergipe, il a été démis de ses fonctions par le gouverneur après avoir entamé un processus d'arrestations de corrompus locaux. Élu sénateur en 2018 avec le soutien du parti Réseau de soutenabilité (REDE, centre-gauche environnementaliste), il s'en est séparé en soutenant l'élection de Bolsonaro au second tour de la présidentielle. Il propose la criminalisation de la LGBTphobie et la légalisation du cannabis à des fins médicales. Il a déclaré que la conduite de Bolsonaro durant la pandémie constituait un crime de responsabilité passible de la destitution.

[12] Eduardo Leite, gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul depuis 2019 (premier gouverneur brésilien ouvertement homosexuel), membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-droite). Il est favorable à la privatisation des entreprises publiques (dont la société d'approvisionnement en eau de Rio Grande do Sul), au mariage homosexuel et à la dépénalisation de la marijuana, il s'oppose à la dépénalisation de l'avortement. En février 2021 il a annoncé sa pré-candidature au sein du PSDB à la présidence de la République en 2022. Il avait soutenu Bolsonaro au second tour en 2018, mais a critiqué sa position « radicale » lors de la crise sanitaire.

[13] Kim Kataguirí, journaliste néolibéral, un des cofondateurs du Mouvement Brésil Libre (MBL), s'est prononcé pour la levée de l'habeas corpus de l'ancien président Lula en 2018. Député fédéral du DEM depuis 2019. Il a appelé au « vote utile » en faveur de Bolsonaro au second tour en 2018, mais en 2021 il appelle à sa destitution et a organisé les manifestations du 12 septembre de la droite libérale en ce sens.